

A31bis : le CESEL à contre-courant

En ce moment, tous les projecteurs sont braqués sur la COP21 et tout le monde commence à accepter le fait qu'il sera nécessaire de revoir nos habitudes si l'on veut préserver la postérité. Dans le même temps, le lendemain des attentats de Paris, l'état d'urgence et le contexte électoral vient figer quelque peu la vie politique locale, et ce qui s'y raccroche indirectement. C'est ainsi que la Commission Nationale du Débat Public argumentait le fait de ne pas faire de restitution du débat qui aura duré une bonne partie de l'année 2015.

Las. Le Conseil Economique et Social (également Environnemental depuis quelques années mais qui ne semble pas avoir encore absorbé cette nouvelle appellation) et sa figure tutélaire Roger Cayzelle sont bien décidés à assumer leur vision à contre-courant du contexte, et organisent contre vents et marées une conférence de presse en vue d'y asséner leur lobby pour la réalisation de l'A31bis.

Sur la forme, nous pouvons y dénoncer une première faute. Le CESEL est un organe technique et consultatif du Conseil Régional, et non une organisation militante. Il est scandaleux qu'il sorte de son rôle et que son président veuille imposer sa politique à la place des élus, et ce en particulier à la veille d'une élection. Cette seule sortie mériterait déjà que l'exécutif régional remette les choses en place.

Ensuite, par rapport au contexte, il est déplorable que le CESEL se marginalise aussi ouvertement en adoptant une posture fermée, sectaire et à contresens de l'actualité mondiale. Cette provocation indécente laisse à craindre une issue de la COP21 dont personne ne voudrait : un accord vide de substance, une belle photo de chefs d'Etats à Paris et un statu quo factuel. C'est en tout cas ce qui se profile en Lorraine.

Enfin, comment ne pas souligner l'aveuglement du CESEL, qui s'obstine à défendre corps et âme un projet dont lui-même n'a pu esquiver quelques critiques ?

- Sur le plan économique, ce projet est une aberration, puisqu'il prévoit notamment de dégrader l'accessibilité de l'A31 en la rendant payante sur la majorité de son tracé entre Toul et la frontière. En somme, la rendre comme l'A4, dont l'expérience a montré qu'une telle autoroute ne génère aucun développement économique.
- De même sur le plan social, comment défendre un projet qui priverait les Lorrains d'une gratuité, qu'ils ont par ailleurs contribué à financer ces dernières décennies ? Vu la prépondérance des flux locaux pendulaires, ce n'est pas un élargissement de l'autoroute ni la création d'autoroutes nouvelles pour le transit qui amélioreront le quotidien des Lorrains si ces derniers doivent renoncer à utiliser l'autoroute au profit d'itinéraires alternatifs pour préserver leur pouvoir d'achat.
- Et sur le plan environnemental, ce projet est désastreux. En multipliant les autoroutes, il augmenterait le nombre de zones à proximité de circulation (avec les résultats sanitaires que l'on sait, notamment en matière de recrudescence des cancers), encerclerait directement deux villages (Chaudeney-sur-Moselle et Fontenoy-sur-Moselle), et couperait même Florange en deux ! Au XXI^e siècle, les

barreaux Toul – Dieulouard et Fameck – Thionville sont impensables ; notre région a déjà été suffisamment éventrée ces dernières décennies.

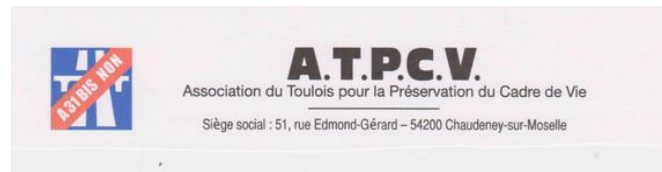
Mais au lieu d'étudier le projet sur des éléments factuels, le CESEL préfère rester dans de grandes théories rétrogrades des Trente Glorieuses et l'obscurantisme des années Pompidou. Il préfère s'allier aux lobbies du BTP et du pétrole plutôt que de prendre du recul sur les erreurs d'aménagements faites ces dernières années. Il continue à considérer le territoire comme une variable d'ajustement qui devrait en permanence être sacrifiée sur l'autel d'une sacro-sainte économie de court terme. On ne peut pourtant pas dire qu'avec un territoire dévasté, un sillon lorrain rempli de friches (dont des friches de zones d'activités qui n'ont parfois jamais servi) et un taux de chômage à deux chiffres, les politiques menées ces dernières décennies n'encouragent pas à une profonde remise en question...

Déterminées à protéger notre région de la folie des grandeurs persistante de quelques pseudo-décideurs, les associations de l'Entente contre l'A31bis appellent à revoir profondément le logiciel de pensée des décideurs et conseillers permanents, afin que le passage en Lorraine de notre génération rime avec une évolution vertueuse de notre région pour la postérité.

EDEN



Entente pour la Défense de l'Environnement Nancéien
MJC Lillebonne 14 rue du Cheval Blanc 54000 Nancy



Collectif Opposé au Barreau Gye-Dieulouard

COLLECTIF PAIX FLORANGE

